



Case postale 6503
1211 Genève 6
0041 79 509 31 10
www.agrisodu.ch

Madame, la Présidente de la Confédération
Doris Leuthard
Département fédéral de l'environnement, des
transports, de l'énergie et de la communication
Kochergasse 6
3003 Berne

Application du principe de précaution pour le Roundup et son principe actif le glyphosate

Genève, le 31 août 2017

Madame la Présidente,

La Plateforme pour une agriculture socialement durable suit de près les conséquences dramatiques de l'utilisation dans l'agriculture de l'herbicide Roundup contenant principalement du glyphosate. Au cours du Tribunal Monsanto qui a eu lieu à la Haye le 14 au 16 octobre 2016, de nombreuses victimes de l'herbicide, venant du monde entier, ont témoigné des dommages causés par le Roundup à la santé humaine et à l'environnement. Leurs témoignages très émouvants ont été filmés et peuvent être visionnés sur le site www.monsanto-tribunal.org/multimedia.

En mars 2017, les « Monsanto papers » - plus de 250 pages de correspondance interne - ont été dévoilés par la justice américaine. Ceux-ci montrent que l'entreprise Monsanto est parfaitement au courant des risques de cancers liés à l'herbicide Roundup. Ces documents publiés, suite à une plainte collective de plusieurs centaines d'ouvriers agricoles qui ont contracté une forme de cancer du sang (Lymphome non-Hodgkinien), révèlent également que les décisions d'homologation du Roundup se basent en grande partie sur des études influencées ou écrites par Monsanto.

Le 28 août, la télévision Suisse romande a diffusé le film de Marie-Monique Robin « Le Roundup face à ses juges ». Il en ressort que les homologations européennes de l'herbicide n'ont pas pris en compte de nombreuses études qui démontrent clairement que le Roundup est cancérigène.

En Suisse, 300 tonnes de Roundup sont utilisées chaque année. Les conséquences sur la santé humaine et sur l'environnement de l'emploi massif de cet herbicide ne peuvent aujourd'hui pas être évaluées. Des traces de glyphosate - l'OMS considère le glyphosate comme « probablement cancérigène » - se trouvent dans de nombreuses rivières et nappes phréatiques en Suisse. Même des aliments sont déjà contaminés.

Au nom du principe de précaution, l'utilisation de Roundup n'est aujourd'hui pas défendable. Par conséquent, la Plateforme pour une agriculture socialement durable demande au Conseil fédéral :

- D'interdire immédiatement la commercialisation et l'utilisation du Roundup ainsi que des produits semblables contenant du glyphosate sur tout le territoire suisse.
- De supprimer immédiatement les subventions au non-labour avec pesticides qui sont aujourd'hui versées à hauteur de 250 francs par hectare.
- De coupler l'interdiction de cet herbicide à une revalorisation des prix des cultures.

Persuadé que vous êtes sensible à nos préoccupations et celles de la société civile, veuillez recevoir, Madame la Présidente, l'expression de nos salutations distinguées.

Le secrétaire: Philippe Sauvin

Le président: Noé Graff

Copie à: M. le Conseiller fédéral Johann Schneider Ammann, Palais fédéral est, 3003 Berne